La SNCF délocalise ses activités informatiques en Europe de l'Est et en Espagne

20/09/2012 à 20h06

Localisée à Lille et à Lyon, une partie des activités informatiques de l'entreprise publique de chemins de fer vient d'être confiée à des sous-traitants basés en Tchéquie, en Pologne et en Espagne.

«*Comment est-il possible d'être aussi maladroit ?* » Ainsi aurait réagi François Hollande lorsqu'il apprit, fin juillet, que le Syndicat des transports d'Ile-de-France (Stif), présidé par le socialiste Jean-Paul Huchon, s'apprêtait à délocaliser son centre d'appel au Maroc. A l'époque, le chef de l'Etat, qui fait de la lutte contre le chômage sa priorité numéro un, exhortait les responsables publics à être « très attentifs » à l'emploi en France. Le message n'a visiblement pas été entendu par les dirigeants de la SNCF…

L'entreprise publique, détenue à 100% par l'Etat, délocalise en effet – en toute discrétion – une partie de ses activités informatiques en Tchéquie, en Pologne et en Espagne. Jusqu'à présent, le pilotage des applications informatiques – en clair, la surveillance du fonctionnement des logiciels et des ordinateurs – était pour l'essentiel assuré par des prestataires privés de la SNCF. Les salariés de ces entreprises étaient détachés dans les locaux de la compagnie de chemins de fer et travaillaient aux côtés des cheminots informaticiens.

Mais, depuis le début de l'année, nombre de ces sous-traitants ont perdu le contrat qui les liait à la SNCF. Sur les sites de Lille – qui gère les applications voyageurs (billetterie, site Internet) – et de la Mulatière, à Lyon – qui traite les autres applications – les techniciens de Steria, une grosse société de services en ingénierie informatique, ont formé jusqu'à à la

fin du mois d'août leurs remplaçants… tchèques et polonais.
Cette société, qui travaillait pour la SNCF depuis 1999, a en effet perdu il y a huit mois son contrat au profit d'IBM. Le géant américain a confié ces missions à ses filiales de l'Est. Et depuis quelques semaines, les plates-formes informatiques – baptisées « centres de service » en interne – ont été installées en Pologne et en Tchéquie, où les salaires sont nettement moins élevés.
Le pilotage du service informatique des ressources humaines est lui en partance pour l'Espagne, dans une filiale de la société ibère Sopra. Quant à la surveillance informatique du fret, elle est basée au Maroc depuis, déjà une dizaine d'années.
« *260 emplois de sous-traitants vont être supprimés et 45 postes de cheminots non remplacés. D'ici à 2013, ce sont 500 emplois en tout qui vont disparaître* », déplore Hervé Giudici.
Le parisien